

Oser résister

Entrevue avec Naomi Klein

Claude Vaillancourt

Numéro 783, mars-avril 2016

La résistance, impératif de notre temps

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/81019ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vaillancourt, C. (2016). Oser résister : entrevue avec Naomi Klein. *Relations*, (783), 17-19.

OSER RÉSISTER

ENTREVUE AVEC NAOMI KLEIN*

Depuis son livre No logo : la tyrannie des marques (Actes Sud, 2002), la journaliste, essayiste et documentariste Naomi Klein s'impose comme l'une des chefs de file de l'altermondialisme et de la lutte pour la justice climatique. Nous avons eu le plaisir de nous entretenir avec elle sur le thème de la résistance en décembre dernier, avant la conclusion du Sommet sur le climat (COP21) à Paris¹. Dans le contexte des attentats et de l'état d'urgence décrété en France, la pertinence de son analyse de La stratégie du choc (Actes Sud, 2008) et celle qu'elle propose dans Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique (Lux, 2015) se confirme.



Photo : Kourosh Keshiri

A

la suite de la COP21 et des attentats de Paris, qui ont relancé la « guerre contre le terrorisme », la résistance est plus que jamais un impératif selon vous, pourquoi ?

Naomi Klein : Dans des circonstances tragiques comme les attentats de Paris, les gens ont très peur et ils attendent de l'État des gestes qui les rassurent, c'est compréhensible. Mais la façon dont le gouvernement français s'est comporté en décrétant l'état d'urgence est aussi conçue pour alimenter cette peur. C'est très dangereux. Rappelons-nous l'après-11 septembre 2001 et la surenchère sécuritaire. Le mouvement altermondialiste en a été affecté. Il s'est trouvé, notamment, à venir grossir le mouvement anti-guerre et les élites politiques et économiques en ont profité pour arrêter de parler des graves enjeux financiers et économiques qu'il avait placés au centre de l'attention. Le regard s'est alors détourné des forces génératrices des conflits. Aujourd'hui, nous – les citoyens et les mouvements engagés pour la justice climatique – ne devons pas nous laisser dérouter une nouvelle fois.

Sinon, nous courons le risque de perdre confiance dans les mouvements sociaux et les solutions et alternatives qu'ils portent pour créer un monde plus juste et plus sécuritaire, et cela sur tous les fronts, tant ceux liés aux dangers climatiques que ceux liés aux conflits dévastateurs. C'est précisément dans ces moments de grande tension que nous avons plus que jamais besoin d'avoir confiance en notre vision du monde. Pour la

proposer avec encore plus de force. Il faut résister à la tentation de battre en retraite, de se dire que nous reprendrons l'offensive quand la poussière sera retombée. Car le simple fait de laisser nos dirigeants se mettre à parler de la guerre plutôt que de l'urgence climatique, le simple fait de les laisser changer de sujet nous fait perdre beaucoup de terrain.

Les leaders mondiaux ont du mal à se concentrer sur l'urgence climatique parce que cela remet fondamentalement en cause le système économique actuel ; ils aiment mieux parler de n'importe quoi d'autre en général. Il ne faut pas les laisser faire et le principal mérite des conférences sur le climat est d'ailleurs d'attirer l'attention du monde entier sur cet enjeu.

Par ailleurs, l'interdiction quasi totale de manifester imposée à Paris durant la COP21 a été une parfaite application de la *stratégie du choc* que je dénonce dans mon livre du même titre. Cette stratégie mise sciemment sur les situations de crise pour réduire les libertés et droits fondamentaux, neutraliser l'espace démocratique et accroître le pouvoir des forces économiques, financières et sécuritaires. C'est une bonne chose que des milliers de personnes aient défié l'interdiction pendant la COP21, car les attentats ne justifient pas de se montrer trop déférents envers un État qui n'est aucunement aligné sur l'intérêt public (il l'a montré de plusieurs façons, notamment en invitant des compagnies énergétiques et d'autres liées à l'agro-industrie à définir les solutions au Sommet de Paris). De plus, il faut continuer à défier les attaques contre les libertés civiles, en solidarité avec les groupes moins privilégiés et les personnes très vulnérables qui ont besoin de pouvoir défendre leurs droits en ce moment.

* Traduite de l'anglais par Catherine Caron.

Au cœur de cette résistance active, la lettre encyclique du pape François, *Laudato Si'* – dont vous avez souligné publiquement l'importance –, offre une inspiration à vos yeux. Pourquoi ?

N.K. : Il s'agit d'un texte exceptionnel. C'est très important de parler de l'état du monde et du changement climatique d'une autre façon qu'avec des chiffres et des statistiques concernant les degrés d'émission de gaz à effet de serre (GES), par exemple, en touchant le cœur et l'âme des personnes; c'est ce que fait ce texte. Il pose aussi avec audace et courage un défi à l'Église elle-même et à nous tous, en faisant les liens entre la crise des réfugiés, la question des inégalités et celle du changement climatique. Il nous met face à cette « culture du déchet » – comme l'appelle le pape François – que génère notre monde, en s'interrogeant sur ce qui la rend possible. Je pense que ce regard holistique est ce dont nous avons besoin pour avancer, beaucoup plus que des analyses portant sur un seul enjeu, un seul symptôme.

Dans cet esprit de décloisonnement des enjeux, les négociations commerciales actuelles, qui ouvrent des marchés et génèrent ainsi plus de consommation, de pollution et d'exploitation des ressources, sont incompatibles à vos yeux avec la résolution de la crise climatique.

N.K. : Tout à fait, il faut s'y opposer. Pour moi, c'était tout naturel d'analyser l'intersection « commerce-climat », car cela fait partie de ma trajectoire politique personnelle initiale, marquée par la lutte contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Malheureusement le système du libre-échange tend à être un sujet que les experts du climat ne regardent ni ne maîtrisent suffisamment. Certains m'ont ainsi confirmé qu'ils avaient beaucoup appris en lisant *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*.

Nous avons plus que jamais besoin d'avoir confiance en notre vision du monde.

Avec raison, beaucoup de Québécois et de Canadiens sont préoccupés par les ententes commerciales négociées actuellement, mais il nous manque une « histoire » en quelque sorte, qui devrait raconter pourquoi, alors que nous vivons déjà sous le régime de l'ALÉNA et celui des accords de l'OMC, entre autres, les nouveaux accords rendent les choses encore pires. Cette lacune explique pourquoi, malgré le fait que plusieurs citoyens étaient préoccupés par le Partenariat transpacifique lors de la dernière élection fédérale, le chef du Nouveau parti démocratique, Thomas Mulcair, n'a pas réussi à en faire un enjeu électoral décisif.

Le Canada a perdu plusieurs litiges devant des tribunaux commerciaux, mais les gens ne le savent pas. L'Ontario, par exemple, prévoyait créer des milliers d'emplois en adoptant

sa loi sur la production d'énergie renouvelable en 2009, mais l'OMC a jugé discriminatoire et inacceptable qu'elle favorise ainsi ses producteurs locaux pour la construction d'éoliennes et de panneaux solaires. Cette décision a été à peine rapportée dans les médias alors qu'elle a de graves conséquences sur la nature des politiques vertes actuelles et à venir. Bien sûr, nos élus ne veulent pas trop en parler... Chose certaine, les mouvements écologiques et sociaux ne font pas encore assez de bruit lorsque tombent de tels jugements qui rendent les enjeux plus faciles à comprendre pour la population.

La résistance, c'est aussi, malheureusement, celle des gens qui ne veulent pas changer leur mode de vie, en particulier en Amérique du Nord. Comment changer cela ?

N.K. : Un exemple éloquent est celui des deux grandes guerres mondiales, lors desquelles les populations ont changé leurs comportements. Les gens se sont remis à jardiner de manière intensive. Ce qu'on appelait les « *victory gardens* » produisaient 40% des fruits et légumes consommés par les Américains. Aussi, l'essence était rationnée – ce qui a contribué à l'émergence de formes de transport en commun – et l'idée de conduire pour le seul plaisir a disparu. Voilà plusieurs des choses que nous devons à notre tour réaliser. Évidemment, à l'époque, tout cela se faisait pour que des ressources puissent être libérées pour l'effort de guerre – tandis qu'aujourd'hui, notre effort doit consister essentiellement à ne pas exploiter les énergies fossiles, pour le bien-être de l'humanité et de la planète.

Est-ce si vrai que nous ne voulons pas changer notre façon de vivre et que nous sommes égoïstes ? Aucun leader politique ne nous a jamais vraiment demandé de changer d'une façon qui soit juste, en proposant un plan qui soit inspirant et excitant parce qu'il va créer une situation meilleure que celle où nous nous trouvons actuellement. Si l'on pense à la Seconde Guerre mondiale, le rationnement s'appliquait aux riches comme aux pauvres (les slogans de l'époque parlaient de « justes parts pour tous », « *fair shares for all* ») et les entreprises qui violaient les règles étaient sanctionnées. Or, jusqu'ici, c'est le contraire qui se fait en ce qui concerne le changement climatique: la plus grande part de responsabilité est mise sur l'individu, le consommateur, alors que les plus riches et les grandes entreprises se tirent d'affaire sans être embêtés. Les gens qui le constatent trouvent cela injuste et avec raison.

Je crois que les gens peuvent souvent faire les bons choix – en matière d'énergies renouvelables par exemple – si de bonnes options existent et sont accessibles. À Toronto où j'habite, un grand nombre de personnes utilisent les transports en commun – alors même qu'ils sont négligés, souvent inadaptés aux besoins et que leurs tarifs ne cessent d'augmenter – et ne demandent qu'à ce qu'ils soient meilleurs. Ils s'efforcent déjà d'adopter de bons comportements en recyclant, en compostant, etc. Mais lorsque leur gouvernement fédéral, en parallèle, permet l'exploitation des sables bitumineux, déchire l'accord de Kyoto et permet que nos émissions de GES augmentent, on peut difficilement leur reprocher de développer un cynisme face



Alain Reno, *Résistez!*, 2016. Artiste invité du n° 770 (février 2014)

à la politique et face aux actions individuelles, en doutant de leur pertinence. En réalité, ce n'est pas que ces actions ne donnent rien, mais leur portée serait plus grande si elles faisaient partie d'un plan global et contraignant ciblant beaucoup plus les grands émetteurs de GES. Il est justifié de penser qu'avec un projet mobilisateur, soutenu par un bon leadership, les gens changeraient leur mode de vie pour le mieux.

Dans votre dernier livre, vous parlez de *Blockadia* (la « Blocadie ») pour parler des résistances contre un capitalisme mortifère. De quoi ce nouveau terme est-il porteur ?

N.K. : C'est un terme né lors de la lutte contre l'oléoduc Keystone XL, lorsque sa partie sud a été construite au Texas et que des militants ont fait des actions de désobéissance civile pour la bloquer ; ils ont appelé leur camp *Blockadia*. Le terme a été repris par le mouvement pour la justice climatique et j'ai voulu en élargir la signification pour qu'il réfère à la nécessité de conserver les combustibles fossiles dans le sol et de reconnaître le fait que les racines de ce mouvement puisent dans les luttes contre l'exploitation pétrolière au Nigeria, en Équateur et en Amazonie, par exemple.

Ceci dit, on reproche souvent aux mouvements sociaux de savoir bloquer des projets sans réussir suffisamment à imposer

leurs solutions. De fait, si travailler dans l'esprit de Blockadia est important, ce n'est pas assez. C'est pourquoi nous – un groupe de représentants des peuples autochtones, d'organismes œuvrant pour la justice sociale et l'environnement, de syndicats et de mouvements religieux du Canada – avons lancé le manifeste *Un grand bond vers l'avant*². Pour insister sur le Oui, plutôt que sur le Non. Pour dire que nous devons bâtir l'infrastructure de la prochaine économie, pas perpétuer l'ancienne. L'essentiel du manifeste ne porte donc pas sur l'idée de bloquer un processus, mais plutôt sur celle de construire et d'imaginer quelle société nous voulons voir advenir et comment. C'est l'un des projets les plus excitants auxquels je contribue. Ce n'est pas qu'il y ait tant de nouveautés dans le document, mais ce qui est novateur, c'est la manière de présenter notre vision comme un récit, sans qu'il s'agisse d'une énième liste d'épicerie.

Il est trop tôt pour dire si ce manifeste aura une influence sur le gouvernement Trudeau. Chose certaine, nous nous sommes fait entendre le jour de son entrée au Parlement en manifestant pour demander qu'il en adopte les principes de justice climatique et de justice sociale. La coalition à l'origine de ce texte va poursuivre le développement de cette initiative, pendant que des groupes continuent de s'approprier

la démarche au Nunavut, en Alberta et même en Australie, par exemple.

En terminant, lors des nombreuses conférences que vous donnez, vous arrive-t-il de rencontrer des résistances à vos propos ?

N.K. : Cela arrive. Par exemple, j'ai eu la chance de parler devant l'OCDE en novembre dernier et j'ai clairement senti que parmi les quelque 300 personnes dans la salle, qui comptait plusieurs économistes néolibéraux, il y avait peut-être seulement dix personnes très intéressées par ce que je disais. C'était intéressant de parler de l'extrême difficulté de changer et de sortir de l'orthodoxie néolibérale précisément à ceux qui ne valorisent et ne connaissent que ça, d'autant que les écoles ne cessent de produire ce type d'économistes. C'est bon pour moi de vivre ce type d'expérience, d'aller dans la fosse aux lions en quelque sorte! ☺

Entrevue réalisée par Claude Vaillancourt, en collaboration avec Catherine Caron

1. Sur l'Accord de Paris, voir Naomi Klein, « *The Paris Climate Deal Will Not Save Us* », *The Nation*, 12 décembre 2015.

2. Pour lire et signer le manifeste : <leapmanifesto.org>.